

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 33 - 1 FRANC - 16-12-71

ENTRETIEN AVEC GABRIEL MATZNEFF:

LA

REPUBLIQUE

OU LA

MONARCHIE!

Retraites : Un problème mal posé

Le thème de la retraite a toujours été, pour les syndicats, un cheval de bataille de choix. Les revendications actuelles n'ont rien de bien nouveau ; il importe, cependant, d'y voir clair. En effet, deux problèmes sont aujourd'hui débattus de concert, bien que n'ayant rien de commun : l'abaissement de l'âge de la retraite et la revalorisation des pensions. Autant la seconde question est claire, justifiée, et ne pose qu'un problème économique (trouver de l'argent et savoir le redistribuer), autant la première procède de la mutation du monde industriel.

REVALORISER LES PENSIONS

Tout d'abord, une évidence, pas du tout bonne à dire, mais une évidence néanmoins : aucune caisse de retraites n'a vocation philanthropique. Elles doivent vivre, et sur le dos des cotisants. L'inflation est telle que les pensions reçues après 65 ans ne sont pas en rapport avec les cotisations versées auparavant. Le principe en vigueur actuellement est le suivant : Le montant total des retraites versées par les caisses en une année ne doit pas excéder le montant des cotisations perçues, diminué d'une marge de sécurité destinée à constituer un capital de réserve !

Il est donc plus que légitime que les retraités réclament le droit à une vie décente, ou du moins le droit à récupérer leur argent.

Une nuance cependant. La pyramide des âges en France est telle aujourd'hui que les classes d'âge moyen doivent supporter un poids très lourd ; elles sont peu nombreuses, relativement, par rapport aux jeunes et aux retraités qui coûtent très cher et ne produisent pas. Cependant, si l'équilibre doit se rétablir du côté de la jeunesse — encore que la baisse actuelle de la natalité soit extrêmement inquiétante — le poids des vieux, en revanche, ne fera que s'accroître. Sans préjuger de ce que sera ou devra être leur place dans la société, il est évident que leur subsistance ne leur sera assurée que si les gens de 1971 payent aujourd'hui les retraites à verser en 1990. C'est pourquoi le fait de trop augmenter les pensions aujourd'hui revient à repousser le problème — en plus grave — pour l'avenir, car il n'y a pas assez d'argent pour tout le monde, quoi qu'en disent les démagogues.

Ce type de dilemme économique est profondément déprimant. Choisir de sang-froid entre affamer les uns et affamer les autres n'est pas une besogne légère.

Néanmoins, il nous faut chercher les responsables de l'état de fait actuel. Les artisans, patrons et agriculteurs ne connaissent pas la retraite. A eux d'y penser, au cours de leur vie active ; à eux de planifier eux-mêmes leur épargne. L'Etat centralisateur, lui, assure à ses fonctionnaires stabilité d'emploi et survie. Cet idéal de rentier, profondément répandu en France, a provoqué chez toutes les catégories sociales un mouvement de revendications visant à jouir des mêmes garanties. Mais cette sécurité ne se gagne qu'au détriment

de l'innovation, du dynamisme de chaque unité économique. Le prolétariat français, par sa confiance dans les syndicats bureaucratiques, mange son blé en herbe ; il ne sert à rien d'obtenir le droit au repos si la production est insuffisante à le payer.

On en est arrivé à une situation extrême ; chacun se sent aujourd'hui le droit le plus absolu à tirer au flanc et être pris en charge par l'Etat. Quand ce n'est pas l'Etat, la démagogie pousse à le demander au patron. Quel que soit le peu de sympathie que nous pouvons éprouver à l'égard de certains d'entre eux, on comprend leur situation. Bien sûr, patrons et ouvriers en activité ont des moyens d'action efficaces pour défendre les intérêts. Ce sont les autres qui en font les frais.

Si les rentiers, pensionnés, retraités et travailleurs indépendants sont directement victimes de l'inflation, ils le sont aussi, indirectement, des syndicats bureaucratiques.

Seules des organisations professionnelles indépendantes auront le pouvoir de réunir sécurité et dynamisme, et ainsi de prendre les moyens de leur action sociale. C'est seulement ainsi que l'inflation pourra disparaître.

ABAISSE L'AGE DE LA RETRAITE ?

Une tendance malthusienne classique consiste, lorsque le chômage menace, à allonger la durée du service militaire et d'abaisser l'âge de la retraite. C'est vouloir combattre la conjoncture défavorable par des amendements de structure, chose dangereuse. C'est surtout souvent inefficace, car le chômage est un phénomène sectoriel, quelquefois régional ; les lois sociales, elles, s'appliquent sans discrimination et risquent de mettre en difficulté certaines branches en expansion manquant de spécialistes qualifiés, alors qu'elles sont insuffisantes à rétablir l'équilibre dans les secteurs en crise.

Mais au-delà de cet aspect, la revendication à un temps de loisir plus important, que ce soit au soir de la vie ou auparavant, est un trait caractéristique de notre monde. Or il se trouve qu'en général, la cessation de toute activité professionnelle se traduit chez l'homme d'aujourd'hui, après un délai assez court et sauf exceptions rares, par une profonde récession de toutes les facultés vitales : l'homme, libéré de l'univers industriel, où ses enfants et petits enfants sont engoncés, se retrouve désespérément seul et n'a plus rien à quoi se raccrocher. Les vieux, économiquement, socialement et de plus en plus sentimentalement sont exclus de la cité, et n'ont d'autre ressource que de végéter ou mourir. En sont particulièrement victimes ceux qui n'ont jamais vécu en dehors de l'usine, et que le désert total que représente la planète en dehors des centres industriels ne peut qu'affecter, à l'âge où l'on ne veut plus changer d'habitude, où l'on ne veut plus de nouvelles difficultés à surmonter.

Dans ce contexte, faire de tous les gens de 60 ans de misérables nomades en puis-

sance n'est pas souhaitable. Avant d'accorder du temps aux citoyens, il faut construire les structures nécessaires qui leur permettront de l'employer. Bâtir ces structures ne peut se faire dans le cadre de la société industrielle qui, justement, n'y a aucun intérêt. Et bâtir ne veut pas dire non plus créer *ex nihilo* un centre d'accueil apocalyptique avec drugstores, « Coca-Cola » et vidéophone. Non, il s'agit de faire revivre, faire revivre ces communautés à la mesure de l'homme où la vie pouvait se dérouler tout entière, sans cassures, sans déracinement obligatoire. Et tout ceci ne peut être l'œuvre que de notre contre-révolution.

Donc, en République, abaisser l'âge de la retraite apparaît catastrophique. Cependant, pour soulager la peine des travailleurs, pourquoi ne pas imaginer le travail à mi-temps, sur option, entre 50 et 75 ans ? (Sauf pour certaines professions, appelées heureusement à disparaître, tels les mineurs de fond.)

Philippe-Henri DUROCHER.

NAF TELEX

● PARIS-BAGNOLE : Le Conseil de Paris remet à plus tard sa réponse sur le projet de voie express rive gauche. Le président U.D.R. de la commission de la voirie avait rédigé un rapport fort réservé sur le projet qui aurait été adopté si... si M. Frédéric-Dupont, usant d'une argutie de procédure, ne l'avait fait renvoyer en commission en déclarant avec une belle logique qu'il était favorable à un projet... sur lequel le Conseil ne pouvait se prononcer faute d'éléments suffisants. Chez Dupont-des-concierges oppositionnel en cheville avec l'administration préfectorale, rien n'est bon.

● TELEVISION : Le débat « A armes égales » sur les mœurs entre Maurice Clavel et Jean Royer, maire de Tours, n'a pas eu lieu, Maurice Clavel ayant quitté le plateau après projection de son film dont un mot avait été censuré. Clavel est un esprit indépendant qui force la sympathie car il n'obéit à aucun conformisme, même de gauche. (Il s'est permis dans le *Nouvel Observateur* en 1968 une charge contre la pilule plutôt roide !) La gifflée donnée à l'O.R.T.F. vient malheureusement au secours d'un combat douteux : le droit à la libre propagation de la pornographie contre lequel s'insurge avec raison M. Royer, maire de Tours. M. Griotteray a eu un mot très dur, trop dur même, à propos de l'incident en traitant Maurice Clavel d'irresponsable. On peut cependant difficilement lui donner complètement tort : le « droit » au pourrissement par les mass-media (film ou livre) est l'exemple même du faux « droit » qu'une société proche de la mort peut seule reconnaître. Oui, mais on ne peut, dans le cadre actuel, choisir entre un ordre moral (?) électoraliste et gouvernemental et une subversion de l'intelligence comme du sentiment qui est aussi, ne l'oubliez pas Clavel, un aspect de cette société « excrémentielle » que vous dénoncez.

Enseignement : Réflexions devant deux tombes

A quarante-huit heures d'intervalle, deux enseignants bretons se sont suicidés la semaine dernière.

Alain Siche, professeur agrégé d'Histoire-Géographie au Lycée technique de Brest, 23 ans, était chahuté par des élèves de terminale qui se moquaient de la crise de 1929 et des composantes gréco-latines de la civilisation occidentale. Il était désavoué par les membres du conseil de discipline refusant de sanctionner les perturbateurs : il a ouvert le gaz.

Ambroise Guillevic, 20 ans, élève à l'école normale d'instituteurs de Brest, formé aux méthodes modernes de pédagogie, n'a pas résisté davantage à son premier stage de remplacement dans une commune rurale du Morbihan face à des enfants quasi-illettrés : il s'est jeté de la fenêtre d'un quatrième étage.

UNE FAUSSE DIALECTIQUE

Ce double suicide, n'en doutons pas, va constituer un magnifique sujet de dissertation pour les imbéciles de droite et de gauche. Nous sommes même en mesure de fournir les plans des deux copies.

Pour la droite :

Première partie : la contestation des garnements hirsutes est criminelle.

Deuxième partie : elle aboutit à brimer la fleur de notre université libérale et humaniste qui a fourni tant de maîtres à penser à la France, d'Alain à Edouard Herriot.

Troisième partie : un retour à l'ordre s'impose (coup de claxon). Vive les C.R.S. dans les lycées, gardiens de l'Occident démocratique et immobilier (coups de cymbales et de matraques).

Pour la gauche :

Première partie : l'enseignant agent du capitalisme est un facteur d'oppression au même titre que le filic.

Deuxième partie : la montée des luttes lycéennes brise le faux rapport enseignants-enseignés selon le principe « crève, salope ».

Troisième partie : la survie des enseignants passe par l'abandon de leur rôle répressif et par leur ralliement à la contestation lycéennes, libertaire et sexuelle.

Evidemment il existe une troisième version centriste de cette dissertation qui tenterait de condenser la version de gau-

che dans une première partie, la version de droite dans la seconde (à moins que ce ne soit l'inverse) en recryptant le tout dans le style sciences-po cher à M. René Rémond avec « rewritage » de M. le chroniqueur universitaire (?) du *Figaro*.

LE CANCER DEMOCRATIQUE

Pour notre part, nous n'avons guère le cœur à nous amuser à ces jeux de bouffons piétinant deux cadavres. Car nous constatons, une fois de plus, que par-delà ces deux malheureux, l'Etat démocratique entraîne dans sa faille aussi bien le corps enseignant que ceux que le régime prétend faire « éduquer ».

Avant d'envoyer M. Siche au Lycée Technique de Brest, personne, bien entendu, ne s'est demandé au ministère ce qu'il faut faire un agrégé dans un établissement composé à 90 % d'élèves sélectionnés par l'échec et envoyés dans un Lycée Technique non du fait de leurs aptitudes pour telle ou telle profession, mais uniquement parce qu'ils ne « morcellent » pas au français, aux langues, ou... à l'histoire dans l'enseignement secondaire « noble ». Et si M. Siche avait survécu, il aurait eu des chances non négligeables de voir un inspecteur, un peu cuistre sur les bords, lui reprocher de ne pas avoir suffisamment approfondi tel point de la civilisation islamique contemporaine devant des adolescents imperméables à un enseignement abstrait et sachant que la bouillie qui leur est dispensée a une valeur nulle en fait de préparation à l'insertion dans la vie professionnelle.

Quant à M. Guillevic, il a eu le tort de prendre pour argent comptant des méthodes pédagogiques élaborées en chambre... mais irréalisables sur le terrain parce que ne tenant aucun compte des réalités sociologiques dans lesquelles elles auront à s'insérer et supposant des moyens financiers (pour ce qui est de l'audio-visuel notamment) qu'une école primaire de campagne ne possède évidemment pas.

UNE INCOHERENCE... APPARENTE

Qu'importe ! Le ministère continue à légiférer en fonction d'un homme générique abstrait susceptible de se ployer à n'importe quel type d'expérience « pé-

dagogique », à condition que cette expérience soit appliquée indistinctement à tout le monde (Egalité oblige).

La rue de Grenelle présidée par Guichard et (à peine) dirigée par Billecocq, aujourd'hui, confiée hier à Faure ou Fouchet, demain à Francis Blanche ou Tartempion est insensible aux données de l'expérience. Elle ne fixe son comportement qu'en fonction des impératifs idéologiques de la démocratie relus et corrigés par ceux des groupes de pression.

L'affaire des études médicales est à cet égard caractéristique.

Le régime a décidé d'abolir la sélection aux joyeux temps du faurisme et d'admettre simplement avec le bac tous les candidats médecins en P.C.E.M. (1^{re} année des études médicales).

La-dessus, les professeurs ont regimbé, craignant — non sans raison — de voir les centres hospitalo universitaires délivrer un nombre de diplômes de médecins trois fois plus important que les nécessités de la profession ne l'exigent.

Alors le ministère décide de n'inscrire en seconde année de médecine qu'un nombre de titulaires du P.C.E.M. limité (25 à 50 % selon les C.H.U.). La sélection en cours de route a remplacé la sélection à l'entrée en faisant quelques milliers de ratés et d'aigris supplémentaires. Une grève éclate qui dure depuis plusieurs semaines s'étendant de C.H.U. en C.H.U. Personne n'en parle et le ministère laisse pourrir.

Plutôt que de se laisser enfermer dans une dialectique absurde entre enseignants et enseignés, l'Action Française présente la seule solution possible de la crise de notre système éducatif lorsqu'elle réclame la diversification des filières d'enseignement en fonction des aptitudes des élèves et étudiants ainsi que des nécessités professionnelles et l'adaptation de la formation des maîtres à cette diversification. Alors le rapport hiérarchique naturel enseignant-enseigné ne serait plus faussé par le contenu d'un enseignement inadéquat.

Mais tout ceci fait bon marché des impératifs idéologiques de la démocratie qui sous-tendent d'une logique implacable sa politique. Inutile de dire que nous préférons la mort de Marianne à l'assassinat — parfois au sens strict du terme, hélas ! — de l'intelligence française.

J.P. LEBEL.

NAF TELEX

● ITALIE : Commedia dell' arte à propos de l'élection présidentielle. A l'heure où ces lignes sont écrites huit tours de scrutin ont déjà eu lieu. En tête le socialiste De Martino, candidat du bloc des gauches (environ 400 voix par scrutin), talonné par le démocrate-chrétien Fanfani (entre 0 et 385 voix selon les manœuvres de ses partisans !). Enjeu du cirque : élit-on un démocrate-chrétien « de droite » avec l'appui des néofascistes ou démocrate-chrétien partisan de la stratégie des « convergences parallèles » (!) entre P.C. et démocratie-chrétienne. Bref, pendant que toutes les structures de la société italienne craquent comme partout en Occident, les députés et sénateurs hésitent

entre un Pompidou-spaghetti et un Mitterrand plus florentin que l'original.

● TOUL : On représente d'ordinaire la justice sous les traits d'une jolie femme nue munie d'un bandeau la rendant aveugle et sourde. Nous savons gré à M. Plevin de rester habillé. En revanche nous aimerions que ses prédécesseurs et lui-même soient un peu plus insensibles aux campagnes d'opinion venues des groupes de pression « humanitaires » ou « moraux ». Ces dernières années on a pratiqué un régime de libéralisation des prisons dicté par l'idée que le condamné est une victime de la société à rééduquer, que le « maton » est un tortionnaire à désarmer. Bilan : Clairvaux. L'opinion réagit contre les criminels des prisons et Plevin décide que pour Noël, la fête de l'espérance par excellence, celle qui projette dans notre pays de vieille tradition chrétienne une ineffable lueur de douceur même

chez les incroyants, les colis familiaux destinés aux prisonniers seront supprimés. Bilan : Toul. En matière judiciaire la République n'a pas de politique mais obéit à des tropismes dictés par une opinion conditionnée elle-même par la grande presse. Et tant pis si ça saigne !

● POSTES : Dans un but de rationalisation budgétaire les P.T.T. ont décidé de lancer l'expérience suivante : le courrier, au lieu d'être distribué dans les communes rurales, sera acheminé dans des centres pilotes... où les habitants des villages environnants viendront le retirer ! On touche ainsi du doigt la faiblesse de l'Etat bureaucratique. Le souci légitime de rationalisation technologique et budgétaire vient primer le facteur humain faute de concertation entre membres d'une administration coupée des réalités concrètes et représentants des populations.

RÉPUBLIQUE OU MONARCHIE

Gabriel Matzneff est né en 1936 à Neuilly-sur-Seine. Il a publié, aux Editions de la Table Ronde, un recueil d'essais, *Le Défi*, un roman, *L'Archimandrite*, un pamphlet, *La Caracole* et un récit autobiographique, *Comme le feu mêlé d'aromates*. Christian Delaroche a rendu compte, dans notre journal, de son dernier livre, *Le Carnet Arabe*. Gabriel Matzneff est en outre coproducteur de l'émission « Orthodoxie » à la télévision française.

N.A.F. — *Gabriel Matzneff, que représente pour vous l'idée monarchique ?*

G.M. — Ma première rencontre littéraire avec l'idée monarchique, c'est chez Alexandre Dumas que je l'ai opérée, alentour de ma onzième année. Il faudrait citer ici cette admirable page de *Vingt ans après* où Athos mène le jeune vicomte de Bragelonne sur la tombe de Louis XIII, à Saint-Denis, et lui explique que « la royauté, c'est l'esprit de Dieu », et que « Dieu a voulu rendre ce principe palpable en l'incarnant dans un homme. » C'est un texte qui m'a profondément marqué. Cela dit, ceux qui écrivent sur moi me qualifient volontiers d'anarchiste de droite. De droite ? Oui, si avoir une vision pessimiste et esthétique de l'existence, c'est être de droite. Anarchiste ? Oui, si se méfier de l'Etat hégélien et avoir un tempérament frondeur, c'est être anarchiste. Mais ce qui est certain, c'est que je ne serai jamais fasciste, et que je ne pourrais pas l'être. D'abord parce que le fascisme est un phénomène propre au jacobinisme totalitaire. Secondement, à cause que le fascisme et les Béatitudes sont deux pôles inconciliables.

N.A.F. — *Cette méfiance à l'endroit de l'Etat vous conduit-elle à souhaiter sa disparition ?*

G.M. — Non, car je suis conscient de l'utilité de l'Etat comme pouvoir qui empêche le pays d'être livré aux fractions rivales, et il n'est pas nécessaire d'être monarchiste pour constater que cette lutte contre les ligues partisans a été la pierre d'angle de la monarchie française ; mais il est évident que l'idéal capétien de l'Etat n'a qu'un très lointain rapport avec l'Etat bureaucratique tel que nous le connaissons dans nos sociétés contemporaines et qui mérite, lui, le qualificatif nietzschéen de « plus froid des monstres froids ».

N.A.F. — *Le caractère bureaucratique de l'Etat n'est-il pas lié au système électif ?*

G.M. — Je ne le pense pas. Il n'est que de considérer les régimes policiers de l'Europe de l'Est, où la liberté de choisir ses gouvernants n'existe pas : non seulement le cul de plomb bureaucratique n'y est pas moins pesant que dans les démocraties occidentales, mais il est plus lourd encore. Cela dit, je me soucie peu de défendre le suffrage universel, qui est un principe puéril, et sur ce point je partage le sentiment de Joseph de Maistre qui,

dans ses *Considérations sur la France*, note qu'en république le peuple demeure étranger au gouvernement et que « tout ce fracas de représentation ne signifie rien ».

N.A.F. — *La transformation des institutions politiques ne vous semble-t-elle pas la condition première de la prospérité nationale et d'un mieux-être pour les hommes ?*

G.M. — Non. La condition première, sans laquelle cette transformation des institutions politiques que vous évoquez ne peut porter ses fruits, c'est le bouleversement qui s'opère dans le cœur de l'homme et que les spirituels chrétiens nomment la *métanoïa*, la conversion. C'est en songeant à cette nécessaire régénération intérieure que j'écris dans *Le Carnet Arabe* : « Avant que de prétendre éclairer les autres, il faut être devenu soi-même un homme de lumière, et c'est pourquoi le seul véritable révolutionnaire est le saint. » Cela posé, je reconnais que, de tous les régimes politiques, la monarchie est le seul qui soit habité par la nostalgie du « prince chrétien », figure idéale d'un pouvoir qui mettrait les vertus évangéliques au service du bien commun. Qu'aucun monarque n'ait exactement coïncidé avec ce *typos*, ce modèle christique, cela est possible. Il n'en demeure pas moins que des prince tels que Saint Louis en France ou Vladimir Monomaque en Russie, dont l'admirable *Instruction* est une lecture que je ne saurais trop recommander à tous ceux qui se mêlent de la chose publique, avaient conscience qu'être les oints du Seigneur les appelait à une véritable sanctification du pouvoir. Il est clair qu'un tel appel n'existe pas en démocratie, et même en vous armant d'une loupe vous ne déchiffreriez aucune nostalgie de sainteté sur le visage fleuri de M. Georges Pompidou.

N.A.F. — *Dans le monde sécularisé qui est le nôtre, de tels propos ne risquent-ils pas de paraître utopiques ?*

G.M. — Je n'ai aucun goût pour l'utopie et je crois que ces propos sont, au contraire, très réalistes. L'utopie, c'est le socialisme à la Fourier ou à la Proudhon, qui pouvait faire illusion au siècle dernier, mais dont nous mesurons aujourd'hui l'échec tragique : le meurtre de Dieu a pour conséquence immédiate le meurtre de l'homme, car il n'y a pas de fraternité qui n'implique une paternité. Ce n'est qu'en Christ que les hommes peuvent véritablement se sentir consubstantiels les uns aux autres, et donc être capables d'un amour créateur. C'est en ce sens qu'il faut comprendre le mot de Fedorov, important philosophe russe du siècle passé : « Notre programme social ? C'est la Trinité. » Et je vous rappelle que c'est l'idée même qu'a développée Dante, au dernier chant de sa *Divine Comédie* et dont Pierre Bontang a excellemment mis en lumière la signification politique.

N.A.F. — *Dans Comme le feu mêlé d'aromates, vous écrivez que la crise de la civilisation moderne « est dans son prin-*

ENTRETIEN

cipal une crise de la transmission de la culture, entendue comme mémoire et génie d'un peuple. Pour sortir de cette crise, la restauration de la monarchie ne vous semble-t-elle pas la première des conditions ?

G.M. — Je n'ai pas suffisamment réfléchi à cette question pour pouvoir vous donner une réponse qui soit sûre. Ce qui, en revanche, est clair, c'est qu'il n'y a pas pour un peuple de destinée plus pitoyable que d'être coupé de ses racines, dépossédé de son passé. La situation tragique des jeunes intellectuels chrétiens en Union soviétique est à cet égard exemplaire, et rien n'est plus poignant que leur volonté de renouer avec un patrimoine de beauté et de spiritualité que les marxistes-léninistes au pouvoir se sont jurés d'anéantir. En France, où nous accédons librement aux sources de la culture, le drame n'est pas aussi aigu, du moins en apparence. Je dis « en apparence », car en réalité les démocraties occidentales pratiquent le décerveau avec autant de maestria que les totalitarismes de l'Est européen. Je ne sais ce qui est pire, d'un régime où il est interdit de lire Berdiaeff et où tout le monde le lit en cachette, ou d'un régime où les œuvres de Bossuet se trouvent dans toutes les librairies et où personne ne lit Bossuet.

N.A.F. — *Ne pensez-vous pas qu'un pouvoir stable et indépendant, garantissant de ce fait l'ordre et la paix, soit une condition essentielle du progrès de la civilisation ?*

G.M. — Je crois en effet que le règne d'un grand prince ne laisse pas d'être favorable à l'épanouissement de grands artistes et que, à l'encontre de ce que pense Nietzsche, les périodes chaotiques ne sont guère propices au recueillement et au loisir nécessaire à la création des œuvres de beauté. Mais cela dit, le « progrès de la civilisation », ça n'existe pas. Ce qui existe, c'est la dégradation quotidienne de l'homme, à quoi nous assistons présentement. Voyez-vous, je suis, par tempérament, beaucoup plus pessimiste que Maurras et les maurrassiens, et « l'empirisme organisateur » n'est pas mon fort. Et s'il me fallait, parmi les maîtres de l'Action française, en choisir un, ce ne serait pas Maurras, mais Barrès, le Barrès d'*Un homme libre* et de *Sous l'œil des Barbares*, dont je me sens très proche.

N.A.F. — *Une restauration monarchique vous semble-t-elle crédible ?*

G.M. — Si une idée est juste, sa justesse existe en soi, indépendamment de ses chances d'incarnation dans l'histoire. D'ordinaire, ce sont les idées fausses qui s'incarnent, et qui triomphent. L'histoire des hommes n'a presque jamais cessé d'être atroce ; c'est un interminable film d'horreur. C'est pourquoi, si l'idée monarchique est juste, et il est fort possible qu'elle soit juste, elle le demeure même si les chances du Comte de Paris en France, du Grand Duc Vladimir en Russie, sont

AVEC GABRIEL MATZNEFF

très minces, voire inexistantes. Et là, nous retrouvons Athos : ce qui importe, c'est le principe invisible.

N.A.F. — *Finale*ment, vous n'êtes pas républicain ?

G.M. — Il me semble qu'un homme de cœur peut difficilement, dans la France d'aujourd'hui, être républicain. La tristesse de notre société close, murée dans son inhumanité et son égoïsme petit-bourgeois, forme un contraste cinglant avec la fraternité théorique que la république inscrit au fronton de ses édifices. Le tumulte de mai 1968 a exprimé cette nostalgie d'une fraternité véritable, mais hélas ! cette vague qui aurait pu être féconde a été victime d'un détournement d'eschatologie, au profit des marxistes-léninistes qui sont assurément la moins fraternelle, la plus haineuse des sectes partisans. Nous parlions tout à l'heure de l'utopie. Eh bien ! les utopistes, ce ne sont pas vous, ce sont ceux qui, en ce vingtième siècle finissant osent encore se réclamer, tranquillement assis sur les cadavres des dizaines de millions de victimes des camps de la mort marxiste, d'une idéologie qui est le chancre du monde.

Réponse à GABRIEL MATZNEFF

Gabriel Matzneff a des refus qui sont nôtres. Son hostilité radicale au totalitarisme, qu'il soit fasciste ou marxiste, témoigne de sa volonté de préserver ce que Maurras appelait l'avenir de l'Intelligence. Son « anarchisme », défini comme une méfiance — et non comme un refus — de l'Etat, ressemble fort à ce que Pierre Debray appelait récemment le mon-anarchisme de l'Action française, qui voit dans l'Etat l'indispensable fonctionnaire de la société, mais qui entend le limiter par de multiples libertés.

Cependant, les lecteurs de « Comme le feu mêlé d'arômes » savent Gabriel Matzneff plus préoccupé de la cité de Dieu que de la cité des hommes. D'où une appréciation différente du rôle, prioritaire pour nous et secondaire pour lui, du Politique.

Sans doute n'y a-t-il entre nous aucune opposition sur le plan des principes. Comme Gabriel Matzneff, nous pensons que l'amour est le fondement de la cité. Il faudrait reprendre ici la belle « Préface aux colloques des morts » dans laquelle Maurras montre l'homme naturellement porté à l'amour, par l'élan de son cœur mais aussi par les nécessités élémentaires de sa vie quotidienne. Mais l'homme peut aussi chercher à détruire son semblable, et c'est pourquoi il n'y a pas d'amour sans cité. Placé en dehors de toute communauté, l'homme aurait toutes les chances d'être un loup pour l'homme. C'est parce qu'il lui faut transformer la nature afin de

l'humaniser, c'est parce qu'il a besoin de manger et de boire que l'homme se joint à l'homme pour construire le rempart à l'intérieur duquel se développera cette entraide mutuelle qui sert de fondement à l'amitié.

Maurras citait cette parole du Christ à sainte Catherine de Sienne : « J'ai voulu qu'ils aient besoin les uns des autres ». La cité est l'expression de ce besoin, et l'amitié qui en procède ne pourrait se développer en dehors de ses murs. Volonté divine ou simple loi de la nature ? Croyants et incroyants se diviseront sur l'explication, mais comment ne s'accorderaient-ils pas sur la constatation ?

Le problème du pouvoir semble bien éloigné de ces réflexions. Ce n'est là qu'une apparence car le rempart, si épais soit-il, ne suffit pas à assurer l'amitié entre les citoyens. C'est que la vie d'une nation n'est jamais une idylle. Malgré les liens de solidarité qui se nouent à l'intérieur de la cité, les conflits de personnes et les luttes d'intérêts ne peuvent manquer d'apparaître. Que l'Etat porte en lui-même des principes de division, qu'il devienne un objet de lutte, et il n'y aura plus d'amitié ni de simple justice. Car la compétition pour le pouvoir radicalise les conflits d'intérêts au milieu desquels on oublie — ou l'on remet en cause la défense de la communauté, de ses autels et de son héritage. On l'a bien vu en France, depuis 1789.

La monarchie apparaît donc comme la condition première de la vie, de l'association et de l'amour, trois mots différents pour une seule et même chose. Le pouvoir n'y est pas en jeu, parce qu'il est héréditaire, son indépendance permet la justice, et les impératifs du bien commun l'emportent nécessairement sur les querelles. Ainsi le citoyen peut-il vivre sans que sa vie soit menacée, travailler au sein de communautés qui l'empêchent de devenir esclave de la machine, du patron ou de l'Etat, et prier sans qu'il voie un jour ses autels détruits ou sa religion dévoyée.

L'institution n'est donc qu'un moyen. Bernanos disait que lorsqu'on allait prier dans une église, il fallait d'abord franchir un porche. Comme le porche de l'église, la monarchie n'est pas une fin en soi. N'étant que médiatrice, elle ne peut donc être ce « monstre froid » aux pieds duquel on sacrifie les travaux, les joies et la vie des hommes.

Ce bienfait de l'institution monarchique n'est pas l'effet d'une grâce particulière mais de conditions purement techniques. Gabriel Matzneff, évoquant les pays de l'Est, ne semble pas convaincu de la mal-faisance intrinsèque du système électif. Sans doute le suffrage ne joue-t-il aucun rôle dans les pays communistes. C'est que le marxisme, héritier du jacobinisme de Rousseau, prétend qu'une minorité de « citoyens vertueux » suffit à incarner la « volonté générale », réduite par Marx à la volonté de la classe ouvrière. Mais en

France, où l'on retient plutôt le Rousseau libéral, la volonté générale prétend s'exprimer par l'élection. Et ce système de représentation, comme nous le montrions dans l'introduction à ce débat, est responsable de la centralisation et de la bureaucratie qui caractérisent le régime démocratique. Mais nous reviendrons sur cette question, qui n'est pas au centre du débat d'aujourd'hui.

L'essentiel c'est que la monarchie apparaît comme l'incarnation même de l'ordre. Non pas certes au sens vulgaire, pompidolien, du terme. Si la monarchie se définissait comme le plus efficace des systèmes de répression, nous ne serions assurément pas monarchistes. La monarchie est l'ordre parce qu'elle s'accorde aux tendances fondamentales de l'être et s'appuie sur les lois permanentes de notre société. Ainsi la monarchie est-elle la condition première du progrès de la civilisation.

Parce qu'il est pessimiste et parce qu'il n'aime pas le XVIII^e siècle, Gabriel Matzneff rejette cette expression. Mais nous ne songions pas à reprendre à notre compte le thème de l'inéluctabilité du progrès développé par la philosophie des « lumières ». L'Empirisme organisateur ne permet pas de découvrir ce que Maurras appelait la « courbe gubernatrice », la grande Loi du devenir humain ; il n'y a que la foi qui puisse donner à l'histoire son sens. Mais les sociétés humaines sont cependant capables de progrès, puisqu'elles savent capitaliser des richesses matérielles et spirituelles. C'est ainsi que, malgré des retours périodiques de barbarie, il y eut enrichissement, donc progrès, depuis la cité grecque jusqu'à la France monarchique du XVII^e siècle. Le drame, comme le dit Gabriel Matzneff, apparaît avec la Révolution qui, en introduisant une rupture dans notre histoire politique, a du même coup, brisé l'idéal de mesure et de qualité que, par l'intermédiaire de Rome, nous avions reçu de la Grèce antique.

La Révolution, phénomène politique, a marqué le début du déclin de la nation française, conçue comme héritage, comme amitié et comme communauté protectrice. Et ceci parce que 1789 constituait un désordre, une antiphrase. Ainsi en revient-on toujours au même point, à l'idée comtiste du progrès développement de l'ordre. Que l'ordre soit restauré, et le mouvement de capitalisation reprendra son cours.

Encore faudrait-il que cela soit. C'est affaire de méthode, d'Empirisme organisateur, car si l'histoire est souvent atroce, elle est aussi riche d'enseignements. L'histoire des révolutions, en particulier, montre que l'avenir des nations ne dépend jamais que d'une poignée d'hommes. Elle nous enseigne aussi que la conquête des intelligences et des cœurs constitue toujours leur premier objectif.

Gérard LECLERC
Bertrand RENOUVIN

La Chine dans le jeu triangulaire

Toutes les données des relations internationales ont été bouleversées, les cartes ont été redistribuées, c'est actuellement le « jeu triangulaire » qui fait fureur sur les tapis verts du club privé des impérialismes mondiaux. Il y a d'abord eu l'entrée de la République populaire chinoise dans l'assemblée des fumistes de Manhattan, échec onusien des U.S.A. tout relatif, surtout lorsque l'on rapproche l'événement de la reconnaissance « de facto » de la Chine communiste par l'annonce du voyage Nixon à Pékin. Tout cela relève plus de la commedia dell'arte que de la politique pure. Le conflit indo-pakistanaï, ce merveilleux dévouement pour privilégiés, vient se greffer à point.

L'Inde du Président Nehru à la colombe dans la paume de la main s'est évaporée en quelques semaines pour laisser place à une Inde belliqueuse et agressive : ce n'est pas un miracle de gourou, c'est la résultante de la décision soviétique de sortir de son rôle d'arbitre qui commençait à mal cadrer avec ses préoccupations diplomatiques. Mais c'est la Chine qui est la clef de voûte du système ; en effet, c'est elle qui, en prenant position pour le Pakistan, a excité les nerfs des dirigeants moscovites. On imagine mal, au premier abord, Pékin s'acoquiner scandalement avec un régime hyper-conservateur — en l'occurrence celui d'Islamabad, mais la Chine a ses raisons...

LA CHINE DE CHOU EN-LAI

Lin-Piao a disparu de la scène politique chinoise. Cet événement capital marque la fin d'une lutte acharnée pour le pouvoir et le triomphe d'une certaine politique, celle de Chou En-laï que l'on sait ne jamais jouer sans avoir tous les atouts en main. Une présentation de Chou s'impose : Personnage hors du commun, petit-fils de mandarins (la plupart des dirigeants sont issus des masses paysannes), héros malheureux de la Commune de Canton (celle de « La Condition humaine »), il saura faire son auto-critique et flairer, dès 1934, que l'avenir appartient à Mao qui est alors l'obscur président du gouvernement soviétique du Kiang-Si central. Symbole de continuité, il a su traverser habilement tous les grands événements, y compris la période troublée du « Grand Saut en avant » et la Révolution culturelle. Débarrassé des droitistes « révisionnistes khrouchtcheviens » façon Liu Chao-Chi, des gauchistes comme Chen Po-ta, ainsi que de l'ambitieux Lin-Piao, absolument opposé à toute transaction avec les U.S.A., Chou se trouve en position de force inexpugnable.

La Renaissance chinoise peut s'opérer. Renaissance ? Oui, dans la mesure où, dès l'époque Han (200 av. J.-C.) la Chine englobait la partie nord de la Corée et du Vietnam actuel, dans la mesure où, à l'apogée de la dynastie mandchoue des Ts'ing, celle qui s'écroula en 1911, la Chine comprend, outre son territoire actuel, toute la péninsule indochinoise, la Thaïlande, la Birmanie ainsi que l'Afgha-

nistan, au Nord-Ouest de l'Inde.

L'attrait chinois est énorme : déjouant et faisant quinauds tous les conseillers staliniens et trotskystes de l'époque, les dirigeants révolutionnaires ont accompli leur révolution selon une voie spécifiquement chinoise, en s'appuyant sur les masses rurales. Révolution pure et dure qui a su passer le cap des maladies infantiles, elle offre le contre-modèle d'une société de consommation qui traîne comme un boulet ses fioles empoisonnées : inflation, pollution, etc. Sur les pays industrialisés, y compris l'U.R.S.S., le modèle n'a pas de prise solide. Mais sur tous les pays du Tiers-Monde, l'impact est énorme.

LE MASQUE DE CARNAVAL CHINOIS

L'étincelle d'espoir allumée à Bandoeng n'est pas éteinte, la réunion à Lima, le mois dernier, de 95 pays du Tiers-Monde est une démonstration spectaculaire qui peut avoir des effets percutants si la Chine mène une politique habile pour l'exploiter. Il s'agit pour les Chinois de présenter une image de marque anti-impérialiste, anti-néo-colonialiste, afin de donner de la crédibilité à toutes les manifestations d'aide aux pays sous-développés qu'elle a déjà commencé à prodiguer, assorties d'une pénétration en Afrique orientale et dans les émirats de l'Arabie du Sud, le tout constituant le masque de carnaval d'un impérialisme aride.

Une illustration de cette politique nous est fournie actuellement par le choix chinois dans le conflit indo-pakistanaï. Chou En-laï a, une fois de plus, tous les atouts en main : la défaite militaire du Pakistan sur le front oriental — hypothèse la plus plausible dès le début des hostilités — et son corollaire immédiat, l'installation d'un gouvernement du Bangla-Desh modéré (de par la bonne volonté du gouvernement indien), donne évidemment plus de poids à une reprise en main par Pékin d'une minorité maoïste qui n'a pas eu le loisir de mener à bien la subversion. Si Indira Gandhi marque un bon point en installant un « gouvernement fantoche », rentré au bercail dans les fourgons de son armée victorieuse, cela lui permet d'abord de satisfaire des intérêts de puissance, ensuite d'éviter que la très importante province du Bengale occidental (capitale : Calcutta) fasse à son tour sécession, mais cette fois de l'Union indienne, pour rejoindre un Bengale indépendant, absolument pas inféodé à la Nouvelle-Delhi.

La Chine tire aussitôt profit de la situation et en appelle à l'opinion des pays du Tiers-Monde en leur dressant le terrible constat de la collusion soviéto-indienne, facteur d'agression et de démembrement d'un des leurs, le Pakistan pour ne pas le nommer. Pékin rejette ainsi Moscou dans une sorte de ghetto. A cet égard, la position chinoise est à rapprocher de celle, vis-à-vis du contentieux idéologique et surtout frontalier, qui l'oppose à l'U.R.S.S. En refusant de restituer d'im-

menses territoires arrachés au siècle dernier à l'Empire du Milieu par les diplomates de l'autocrate Alexandre II, les Soviétiques ne font qu'approuver les « traités inégaux » de 1858. Et la Chine d'exploiter le contentieux : elle se pose de la sorte comme une victime de l'impérialisme néo-tsariste.

Pour revenir au conflit qui nous intéresse, il est curieux de noter que grâce un peu aussi à la pression tenace d'individualités pro-chinoises telles que Ali Bhutto, le populaire leader pendjabi, le Pakistan — point stratégique de première importance, membre influent de l'OTASE — a trouvé un solide mais très encombrant soutien chinois. L'impérialisme chinois est en pleine métamorphose. Et comme le bolchevik au couteau entre les dents se fit chèvre de Seguin, l'impérialisme de l'oncle Mao et du cousin Chou se fait aujourd'hui débonnaire, paternaliste et humanitaire. C'est plus facile lorsque tous les problèmes intérieurs semblent résolus.

Philippe VERGNE

Hommage à Albert Dürer

Après l'exposition de Nuremberg groupant tout l'œuvre de Dürer (1471-1528), la Bibliothèque Nationale présente pour le 500^e anniversaire de sa naissance, une partie de l'œuvre gravée.

L'exposition de Paris ne nous montre pas tous les aspects de Dürer, graveur, peintre, urbaniste, géomètre... mais elle est toutefois complète pour noter l'évolution du dessin et de la gravure. D'abord les portraits : celui de Maximilien, teinté de majesté, de volonté ; celui d'Erasmus, aux yeux mi-clos, qui, d'ailleurs, écrivait que « Dürer traduisait les mouvements de l'âme » ; puis, l'aspect de Nuremberg, importante non pas seulement par sa naissance, mais par le rôle politique, à l'époque, Luther dit que « c'est l'œil et l'oreille » de l'Allemagne. En effet, depuis la bulle d'or de 1356, chaque roi romain élu nouvellement devait tenir son premier jour de réception à la cour (Chars).

La religiosité et l'univers inquiet de Dürer sont présents par ses Passions si fouillées, qui prennent plus de volume après son second voyage en Italie, ces visions angoissantes où la mort est toujours présente, même à demi cachée (La Promenade), ou dans la superbe taille-douce qu'est « Le Chevalier, la Mort et le Diable », l'époque de la Réforme l'a alors fortement marqué. Quelques éclaircies, par les thèmes bibliques (Fuite en Egypte), les dessins animaliers, ou encore les romantiques paysages (Moulin à eau, le Val d'Arco)...

La qualité des œuvres exposées, le fait que la France ait voulu rendre hommage à ce maître, cela suffit pour que les « amateurs et curieux » se rendent au palais de Richelieu.

Le Prix d'Art Libre 1971 a été décerné à Bride-Vignon. Ce peintre de talent nous propose une agréable nature morte aux chaudes couleurs, dans laquelle le dessin lie le classique au moderne.

Anne RICHARD.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

PARIS XIV°

Permanence tous les mercredis de 19 à 21 heures, Café Lakanal, angle avenue René-Coty et place Denfert-Rochereau (métro : Denfert-Rochereau).

PARIS XV°

Permanence tous les vendredis à partir de 21 heures, au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier, salle du sous-sol (métro : Convention).

92 - SUD

(Bourg-la-Reine - Sceaux - Antony)

Etudiants et lycéens, cercle le jeudi 18 heures et permanence à 19 heures, au café Concordet (5 minutes de la gare à Bourg-la-Reine).

PARIS NORD-EST

Permanence tous les mardis à partir de 21 heures, au café « La Mando-line », 2, avenue Secrétan (métro : Jean-Jaurès).

V-VI-XIII-XIV°

Mercredi 15 décembre :

Réunion d'information au Café « Le Rozes », Place d'Italie, Paris-13 sous la présidence de :

Bertrand RENOUVIN
membre du comité directeur de l'Action Française
avec François Martin et
Gérard Palis.

PARIS VII°

Bertrand Renouvin parlera le vendredi 17 décembre à 21 heures au Café des Invalides (angle du boulevard de Latour-Maubourg et de La Motte-Picquet, métro : Latour-Maubourg), de Maurras et le socialisme.

ORLÉANS

Conférence d'Arnaud Fabre de Rieu-nègre, rédacteur en chef de la *Nouvelle Action Française*, et Patrice Bertin : « La Nouvelle Action Française, tradition et progrès ».

Le 15 décembre, salle Hardouineau, mairie d'Orléans, à 21 heures.

TOURS

Conférence de Gérard Leclerc : « Pour une stratégie royaliste ».
Le jeudi 16 décembre à 21 heures, au Grand-Hôtel, place de la Gare.

LISIEUX

Conférence de Yves Lemaigen au restaurant de la Pomme d'Or à La Buisserie (5 km à l'ouest de Lisieux, sur la route Lisieux-Caen) : « La Nouvelle Action Française », le jeudi 16 décembre à 20 h 45.

CHARENTE

Pour toute correspondance : Ph. Thomas, B.P. 242, 16 - Angoulême-Louvel.

BORDEAUX

Jeudi de 17 h 30 à 18 h 30 (permanence), et de 21 heures à 22 h 30 (cercle), Café Français, place Pey-Berland.

Pour tous renseignements, écrire à J.-J. Boisserolle, B.P. 37, 33 - Bordeaux (or).

EN BRETAGNE DU 13 AU 19 DÉCEMBRE

M^r Georges-Paul Wagner, président du Comité Directeur de l'Action Française, parlera à :

◆ RENNES, 16, rue de Châteaudun (entrée sous le porche), le jeudi 16 décembre à 20 h 45.

Gérard Leclerc, directeur politique de la "N.A.F.", parlera à :

◆ SAINT-BRIEUC, mardi 14 décembre à 20 h 30, salle n° 2, caserne Charner, boulevard Charner.

◆ BREST, mercredi 15 décembre à 20 h 30, Hôtel des Voyageurs, boulevard Georges-Clemenceau.

◆ LORIENT, vendredi 17 décembre à 20 h 30, Hôtel Beauséjour, 2, place d'Alsace-Lorraine.

◆ VANNES, samedi 18 décembre à 20 h 30, au "Concorde", 15, rue Thiers.

Arnaud Fabre, rédacteur en chef de la "N.A.F.", parlera à :

◆ NANTES, jeudi 16 décembre à 20 h 30, sur « L'A.F. face au problème breton » (le lieu sera précisé dans le prochain numéro).

GRENOBLE

La N.A.F. et A.F.U. sont en vente chez France-Agence, 6, place Victor-Hugo à Grenoble.

Permanence : au local, 4, square des Postes :

— Vendredi de 17 heures à 19 h 30.

— Samedi de 15 heures à 19 h 30.

Cercle Etudiant : tous les vendredis à 20 h 30, chez Henri Augier, 25, boulevard Clemenceau à Grenoble.

AIX-EN-PROVENCE

Cercle lycéens : tous les vendredis de 16 heures à 18 heures, chez Olivier Girard, 26, rue Venel, 13 - Aix.

Etudiants : tous les jeudis de 20 h 30 à 22 heures, chez Antoine Maurin, rue Papassandi, 13 - Aix.

L'A.F. en province...

L'implantation provinciale du mouvement se poursuit. Le directeur politique de la N.A.F., Gérard Leclerc, a effectué la semaine dernière une tournée de conférences dans les sections, parfois toutes nouvelles, de la N.A.F. en Provence. Il a parlé devant des auditoires attentifs, successivement à Aix, Toulon et Cannes.

Nous attendons beaucoup du dynamisme des groupes ainsi fondés, non sur l'activisme brouillon et paradeur, mais sur la réflexion en vue d'une action concrète.

...et à Reims

Bravo pour Reims qui a fait avec Gérard Leclerc une excellente réunion de rentrée, et merci à nos amis le Docteur et M^{me} Perrin qui ont eu encore une fois l'amabilité de nous accueillir.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement : 35 francs.

C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

LES ACTES DU C. R. U.

sont parus
en vente à nos bureaux
5 Francs franco

Cartes de vœux N.A.F.

Commande à nos bureaux :

1 ex. : 1,50 F — Franco : 2 F

10 ex. : 10 F — Franco : 12 F

Précisez avec ou sans mention N.A.F.

N.A.F. FORUM : L'ENVIRONNEMENT

La N.A.F. a choisi comme thème privilégié de combat l'environnement et l'urbanisme. Mauvaise contrefaçon de Gandhi ? Folklore hippie de gauchistes honteux ? Paul-Louis Mitifiot, ethnologue, dit son opinion à ce sujet. Les quelques critiques mêlées à de nombreuses approbations contenues dans son propos feront l'objet d'une réponse de Gérard Leclerc au cours d'un prochain numéro de la N.A.F.

Les soucis et les divers mouvements liés à l'environnement ne participent pas d'un rousseauisme débilisant, ils sont autre chose, des éléments politiques. Le respect de la nature, la volonté de conserver la grandeur artistique de la France, tout cela est éminemment politique, tout cela se meut dans les domaines culturels sur lesquels nous devons agir. Pourquoi jouer les Pauwels en s'efforçant d'ignorer le problème et prétendre ne voir dans ces revendications que vagissements gauchistes ou les toutes dernières lubies à la mode ? Que l'on s'attache à la maxime « tout ce qui est national est nôtre » ou à celle du « politique d'abord », l'écologie peut nous amener à la conquête des intelligences qui tendent actuellement à se scléroser, à se déshumaniser.

Pourquoi refuser d'ouvrir les yeux ? Pour pouvoir dire après, comme tant de fois déjà : « Nos adversaires ont une avance sur nous en cette matière, sachons juger leurs méthodes, voire leurs erreurs, et appliquons résolument notre schéma de l'empirisme organisateur » ? Cependant tout ceci risque d'intervenir avec trop de retard : à la fois par rapport à ces mêmes adversaires bien sûr, mais aussi malheureusement par rapport à ce qui n'aura pu être sauvé. La littérature de nos jours révèle une bien grande pauvreté, les films français présentent un tissu serré d'insignifiances greffées sur une historiette toute démocratique dans son envergure, la musique se perd sur quelques rares noms, l'art se meurt ; le béton règne avec la médiocrité. Ne nous y trompons pas toutefois : le phénomène est trop universel pour que la France forte de ses antécédents ne puisse trouver une place privilégiée dans un renouveau après lequel tout le monde court de façon si désordon-

née. La contre-révolution ? Pour la réaliser, il faut le goût des aventures, de l'idéal, des espaces d'espérance, il faut que tous connaissent cet enthousiasme ; sinon pour quoi proposer le Roi à des veaux, un Pompidou monté sur une nouvelle société faisant après tout fort bien l'affaire.

L'HOMME CONTRE L'HUMAIN ?

Il n'est pas pensable que le progrès scientifique se fasse au détriment de ce qui faisait traditionnellement le bonheur de l'homme, dans une optique qui ne profiterait qu'à quelques-uns. (On hésite, bien entendu, à mentionner ici notre bon maire de Dijon parce qu'il incarne idéalement la désuétude et l'hypocrisie de la V^e République : on l'a vu à l'occasion de sa réponse lors du débat de l'Assemblée nationale sur le budget de son ministère à la question relative aux Baux-de-Provence où un site précieux avait le tort d'entrer en concurrence avec la compagnie Pechiney : qui croyez-vous que le gouvernement-belles-paroles s'est décidé à choisir ?) Si nous contestons le capitalisme et le totalitarisme par ce qu'ils ont de politique, sachons les contester par ce qu'ils représentent d'aliénation humaine, forçant l'individu à accepter progressivement des destructions, des constructions, des produits, des réalisations dont on peut se demander (et ceci n'est pas exprimé d'un point de vue moralisateur) s'ils ne sont pas contre nature. Cet état de fait provoquerait à plus ou moins longue échéance une régression dans les conditions matérielles et spirituelles de la vie de l'homme, ce qui anéantirait à jamais l'espoir transcendant offert par la technique et la civilisation (pas nécessairement la nôtre). L'homme, prédateur naturel, ne doit pas néanmoins dépasser abusivement cette fonction sans craindre de voir se rompre un jour l'harmonie parfois cruelle de la nature.

On ne parviendra pas à nous faire croire que les monarchistes préfèrent la crasse organique de la société démocratique à la pureté originelle de la nature et de l'art ; et même si ce qui intéresse les « hippies » dans la religion chrétienne, c'est encore saint

François d'Assise, pouvons-nous contester qu'il s'agit là déjà d'un progrès dans une société toujours plus agnostique, qu'il serait vain dès lors, et non politique, de moquer systématiquement ces jeunes gens ?

QUELLE ANTHROPOLOGIE ?

Enfin et pour conclure de façon critique, on peut apprécier que Gérard Leclerc nous parle excellemment depuis quelque temps de l'anthropologie pour faire ressortir la multidimensionnalité de l'homme. Cependant, il semble qu'il ait par trop ignoré jusqu'à présent — dans l'action concrète — la forme « anthropos » de l'expression, celle qui nous conduira à l'anthropologie sociale, mais aussi, puisque c'est ici notre propos, à l'ethnobotanique : car avant d'étudier les rapports de l'homme avec sa société, la logique commande qu'on le considère en première analyse comme un élément naturel soumis à l'influence des plantes, de la terre, des climats, assez intelligent toutefois pour savoir composer avec tout ce que l'on regroupe aujourd'hui sous le terme générique d'environnement : on tomberait dans l'utopie si l'on envisageait l'homme comme superbement supérieur à son milieu écologique, uniquement déterminé par les formes sociales et politiques, selon une analyse que les marxistes essaient ardemment d'imposer par le support de leur matérialisme dialectique que jamais Engels n'a réussi à étayer rigoureusement de manière philosophique.

Si l'on prétend de nos jours sauter un échelon dans le continuum naturel qui nous a conduits jusqu'à cette société du vingtième siècle, on risque de rompre un équilibre dont l'homme « humain » ne se remettrait pas. La N.A.F., mouvement du nationalisme intégral, donc humaniste, se doit de s'interroger sur de tels problèmes et ne pas crier systématiquement au passéisme, elle doit tenter d'élever les conclusions de l'anthropologie maurassienne au niveau du combat politique.

Paul-Louis MITIFIOT

N.B. — Les intertitres sont de la rédaction de la N.A.F.

LA RÉPUBLIQUE OU LA MONARCHIE

La semaine prochaine, la réponse de

MARC VALLE, JOURNALISTE